

Bloqués à Wuhan, foyer de l'épidémie de coronavirus

L'Algérie rapatrie ses ressortissants mais aussi les Tunisiens et Libyens

● L'Algérie se dit prête à contrer la nouvelle épidémie

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Service de radiothérapie de Blida

Calvaire des malades du cancer pour obtenir un rendez-vous

Page 4

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4996 - Lundi 3 février 2020 - Prix : 10 DA

Le chef de l'Etat préside aujourd'hui un Conseil des ministres

L'état d'avancement du Plan d'action du gouvernement au centre des débats

Page 2

De la représentativité multiple

Par Mohamed Habili

Comme on pouvait s'y attendre, les ministres des Affaires étrangères arabes ont été unanimes dans leur rejet du «contrat du siècle» américain, ou plutôt de la seule administration américaine, document censé impulser un cours nouveau au Moyen-Orient. Dans de toutes autres circonstances que celles d'aujourd'hui, on aurait pu sinon croire à la sincérité de tous les signataires du communiqué final, du moins supposer qu'aucun d'entre eux ne serait porté ensuite à rien faire qui soit en contradiction flagrante avec son contenu. Au jour d'aujourd'hui, cette éventualité n'est pas à écarter, les Arabes ne présentant plus sur la question palestinienne le front uni qu'ils formaient auparavant. A preuve, ce qui a été reporté du représentant du Bahreïn, qui au cours de cette même réunion de la Ligue arabe, n'a pas craint de soutenir qu'il y avait du bon dans les propositions de Trump. Ceux par qui cette information a transpiré n'ont pas été plus explicites, peut-être seulement parce que le ministre concerné ne l'a pas été lui-même. Mais comme le Bahreïn n'a pas été le seul pays arabe à avoir dépêché son ambassadeur à la solennité au cours de laquelle le président américain a levé le voile sur les propositions de paix élaborées soi-disant par son gendre, Jared Kushner, la question se pose de savoir si par hasard les deux autres pays arabes ayant fait de même ne sont pas en cette matière sur la même ligne que lui.

Suite en page 3

Le Président Kaïs Saïed à Alger

L'Algérie injecte 150 millions de dollars dans la Banque centrale tunisienne



PH/D. R.

«L'Algérie va injecter 150 millions de dollars dans la Banque centrale tunisienne comme garantie», et ce afin d'«aider le pays frère dans cette période économique difficile». C'est là une décision annoncée hier par le Président Abdelmadjid Tebboune dans un point de presse conjoint qu'il a animé avec son homologue tunisien, Kaïs Saïed, à l'issue des entretiens qu'ils ont tenus au Palais d'El Mouradia. Lire page 2

Difficultés financières de l'ENIEM

Un premier crédit de 1,1 milliard de DA débloqué

Page 2

Après avoir marché 180 kilomètres dans le désert algérien

Omar Dib raconte en photos l'histoire de Séfar

Page 13

Visite de travail et d'inspection en 6^e Région militaire
Saïd Chengriha
aujourd'hui à
Tamanrasset

LE GÉNÉRAL-MAJOR

Chengriha Saïd, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire par intérim, sera en visite de travail et d'inspection en 6^e Région militaire à Tamanrasset. Lors de cette visite, général-major procèdera à l'inspection de plusieurs unités et tiendra des réunions d'orientation avec les cadres et les personnels des unités de la 6^e Région militaire.
R. N.

Difficultés financières de l'ENIEM

Un premier crédit de 1,1 milliard de DA débloqué

UN PREMIER crédit de 1,1 milliard de DA a été débloqué au profit de l'Entreprise nationale des industries de l'électroménager (Eniem) de Tizi-Ouzou, en situation d'arrêt technique de ses activités à partir de ce 2 février, suite à des contraintes financières, a indiqué, hier à l'APS, son P-DG, Djilali Mouazer. Rencontré au siège de la Direction générale de cette entreprise, sise au boulevard Stiti-Ali à Tizi-Ouzou, M. Mouazer, qui tenait d'une réunion avec le ministre de l'Industrie et des Mines, tenue dans la matinée, a fait savoir que «la Banque a été instruite par les autorités centrales afin de débloquer les crédits, suite à quoi un premier montant de 1,1 milliard de DA a été débloqué jeudi dernier». Ce montant permettra à l'Eniem de couvrir ses besoins urgents, à savoir l'approvisionnement en matières premières (les collections CKD/SKD pour le montage d'appareils électroménagers) nécessaires à la reprise de l'activité de cette entreprise nationale, notamment l'activité de production, a souligné son P-DG, ajoutant qu'un autre crédit de 1,5 à 2 milliards de DA sera débloqué «très prochainement». Suite à ce premier financement, l'Eniem a placé hier les commandes d'approvisionnement en matières premières auprès de sa banque de domiciliation, la Banque extérieure d'Algérie (BEA). «Avec le second crédit qui sera accordé dans les prochains jours, nous aurons de quoi faire pendant six mois», a précisé le P-DG de l'Eniem qui a relevé que «les plus hautes autorités, à savoir la Présidence de la République et le Premier ministre, ainsi que le ministère de l'Industrie et des Mines, ont pris en charge sérieusement le cas Eniem». Toutefois, la reprise de l'activité de production ne pourra pas intervenir rapidement et aura lieu vers la fin mars, a-t-il déploré. «Pour la reprise de l'activité, le temps d'acheminement de la matière première prend entre deux à trois mois, toutefois, il y a les commandes qui ont été passées avant cet arrêt et il est donc possible de reprendre la production vers fin mars, voire la mi-mars, si nous recevons le premier arrivage de matières premières», a relevé M. Mouazer.
Assia Ch./APS

Le Président Kaïs Saïed à Alger

L'Algérie injecte 150 millions de dollars dans la Banque centrale tunisienne

■ " L'Algérie va injecter 150 millions de dollars dans la Banque centrale tunisienne comme garantie ", et ce afin d'" aider le pays frère dans cette période économique difficile ". C'est là une décision annoncée hier par le Président Abdelmadjid Tebboune dans un point de presse conjoint qu'il a animé avec son homologue tunisien, Kaïs Saïed, à l'issue des entretiens qu'ils ont tenus au Palais d'El Mouradia.

Par Lynda Naili

Comme annoncé dans notre édition d'hier, Kaïs Saïed, Président Tunisien est arrivé dans la matinée d'hier à Alger pour une visite d'Etat et ce à l'invitation de son homologue algérien Abdelmadjid Tebboune qu'il l'a accueilli à l'aéroport international Houari-Boumediene. De ce fait, Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune s'est entretenu en tête à tête avec son homologue tunisien « sur les voies et moyens de coopération entre les deux pays frères, et ont évoqué les situations internationale et régionale, particulièrement en Libye et en Palestine occupée ». Lesquels entretiens ont été élargis aux membres des deux délégations.

A ce titre, dans le cadre du renforcement des relations fraternelles qui lient l'Algérie et la Tunisie et en titre de solidarité entre les deux peuples, le Président Abdelmadjid Tebboune dans un point de presse conjoint qu'il a animé avec son homologue tunisien, a annoncé que « l'Algérie va injecter 150 millions de dollars dans la Banque centrale tunisienne comme garantie » et ce afin d'« aider le pays frère dans cette période économique difficile ». Ce montant sera effectivement



une garantie pour la Tunisie pour la relance de sa dynamique économique tant à l'international qu'au niveau national. En outre, Tebboune s'est également engagé à « ne pas exercer de pressions sur la Tunisie dans le paiement de ses créances en matière d'hydrocarbures jusqu'au recouvrement de son aisance financière souhaitée ». « Nous œuvrerons toujours et dans toutes les situations à aider la Tunisie », a-t-il encore assuré. Dans ce sens, le chef de l'Etat

s'est également engagé à consolider la coopération bilatérale dans le développement des zones frontalières en encourageant « la complémentarité économique entre les deux pays ». Une action qui se concrétisera, poursuit-il, « une fois le nouveau gouvernement tunisien mis en place ». Aussi, promettant un déplacement présidentiel à Tunis, il indiquera que des visites officielles algériennes y seront effectuées afin d'étudier les voies et les moyens d'accomplir

le développement de ces régions. Au plan sécuritaire, Tebboune assurera aussi que la coopération en matière de « lutte contre le terrorisme se poursuivra ». Et pour cause, dira-t-il : « la sécurité et la stabilité de la Tunisie sont également celles de l'Algérie ». Aussi, ajoutera-t-il, « tous les mécanismes de lutte contre le terrorisme aux frontières seront réactivés ». Sur les questions d'intérêt commun et pour lesquelles les deux pays ont une convergence d'opinions, dont en premier lieu la crise en Libye, le Président Tebboune affirmera que son homologue et lui « excluent totalement toute ingérence étrangère en Libye ». D'où, poursuivra-t-il, « l'impératif de trouver une solution pacifique libyo-libyenne », et « l'Algérie viendra en aide pour la construction des institutions de la nouvelle Libye », conclura-t-il sur ce sujet. En outre, concernant la question palestinienne, qui pour les deux pays constitue un fondement indiscutable, les deux hommes ont affirmé leur refus catégorique « du deal du siècle ». Et de revendiquer ainsi « la consécration du droit national au peuple palestinien dans un Etat indépendant, avec El Qods comme capitale, conformément au découpage de 1967 ».

L. N.

Le chef de l'Etat préside aujourd'hui un Conseil des ministres

L'état d'avancement du Plan d'action du gouvernement au centre des débats

Consacrée à la poursuite de l'examen des secteurs d'activité dans le cadre de l'élaboration et de l'enrichissement du Plan d'action du gouvernement devant être soumis aujourd'hui aux travaux d'un Conseil des ministres, le gouvernement a tenu une réunion, sous la présidence du Premier ministre, Abdelaziz Djerad. Cette réunion a par ailleurs été l'occasion d'examiner des projets de plans d'urgence, dont l'élaboration a été instamment requise par le président de la République, précise un communiqué des services du Premier ministre. Les participants à cette réunion ont entendu une première communication présentée par le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, sur l'état d'avancement du projet de Plan d'action du gouvernement. L'exposé, qui s'est attaché à expliquer la démarche ayant présidé à la consolidation des contributions ayant servi de base à l'élaboration du document, a donné lieu à plusieurs interven-

tions de responsables de secteurs visant à enrichir ce dernier. Intervenant à l'issue du débat, le Premier ministre a tenu rappeler les « fondements » sur lesquels repose le Plan d'action du gouvernement, dont les référents demeurent dictés par les engagements du président de la République en premier lieu et, en second lieu, par les orientations et directives édictées à l'occasion de l'examen des stratégies sectorielles. Le Premier ministre a ensuite mis en avant le « souci du gouvernement de privilégier, dans son approche stratégique, la détermination des principes et critères fondamentaux devant prévaloir dans les options et orientations et dans la prise des décisions et ce, indépendamment de la réalité des états des lieux et de la complexité des situations héritées ». En la matière, il insistera, notamment, sur la « nécessité d'opérer les cadrages souhaités en veillant à adapter et à consolider les politiques et programmes sectoriels sur la base de calendriers précis, aussi bien

sur le plan des objectifs que sur celui des délais ». Le gouvernement a ensuite entendu une communication du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire sur la problématique de la sécurité routière. Expressément demandée par le président de la République, cette question a fait l'objet d'un Conseil interministériel tenu lundi 27 janvier 2020. La réunion, à laquelle ont pris part l'ensemble des départements ministériels concernés ainsi que les responsables des instances et organismes impliqués, « a permis de définir, en termes d'objectifs et de moyens à mobiliser, les contours de la feuille de route à arrêter et qui sera portée à l'ordre du jour d'un prochain Conseil des ministres ». Dans son intervention sur ce thème, le Premier ministre a fait part à l'assistance de son « appréciation, fournie lors de cette même réunion, en développant l'idée qu'une telle problématique ne saurait faire l'objet d'un traitement sectoriel isolé ou

limité dans le temps ». A ce titre, il appellera à « un engagement actif et soutenu » de l'ensemble des secteurs pour la mise à contribution de toutes leurs énergies et capacités créatives, notamment celles employant les ressources issues des nouvelles technologies, de manière à établir une cartographie des « points noirs » et à mobiliser les moyens destinés à assurer leur éradication. Le point suivant de l'ordre du jour de la réunion du gouvernement a été consacré à une présentation du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, portant plan d'urgence multisectoriel destiné à la prise en charge des zones isolées ou enclavées (régions montagneuses, des Hauts-Plateaux et du Sud) et des zones entourant les grandes villes, en matière de développement local concernant, notamment, l'alimentation en eau potable, en énergie électrique et en gaz, ainsi que les infrastructures scolaires et le transport.
Meriem Benchaoua

Bloqués à Wuhan, foyer de l'épidémie de coronavirus

L'Algérie rapatrie ses ressortissants mais aussi les Tunisiens et Libyens

Face à l'alerte mondiale contre le coronavirus, l'Algérie a lancé hier, l'opération de rapatriement de ses ressortissants bloqués à Wuhan, foyer de l'épidémie, qui a fait plus de 300 morts en Chine.

Par Louiza Ait Ramdane

Les 36 Algériens qui se trouvent dans cette ville du centre de la Chine seront rapatriés dans un avion d'Air Algérie qui a décollé très tôt dans la matinée d'hier, en direction de Wuhan. Outre les Algériens, cet avion va transporter aussi les ressortissants libyens et tunisiens bloqués dans cette ville. La décision de rapatrier les Tunisiens et les Libyens a été prise par le président Tebboune, en réponse à des demandes des autorités de ces deux pays, selon un communiqué de la présidence de la République. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune avait ordonné leur rapatriement afin de préserver leur santé, ajoutant que « dix Tunisiens seront à bord du même avion à son retour, à la demande des autorités de leur pays ». Par ailleurs, la Présidence a souligné que le même avion transportait un don de l'Algérie pour aider les autorités locales chinoises à faire face à la propagation de la fièvre du nouveau coronavirus dans la province de Hubei, précisant que ce don est composé de « 500 000 masques à trois couches, 20 000 lunettes de protection et 300 000 gants ».

Le bilan de l'épidémie grimpe encore avec 304 décès

Le coronavirus continue de se propager à travers le monde. 24 pays en dehors de la Chine sont officiellement touchés. Il s'agit entre autres, de la Corée du Sud, Cambodge, Asie pacifique, Japon, Malaisie, Arabie saoudite, Népal, Singapour, Sri Lanka, Vietnam... La France a été également touchée par l'épidémie.

Le nombre des décès confir-

més dus au coronavirus en Chine est passé à 304 morts, après que les autorités de la province du Hubei, foyer de l'épidémie, ont annoncé hier, 45 nouveaux décès. Depuis son apparition en décembre dans la métropole de Wuhan, dans le centre du pays, le coronavirus a contaminé à travers la Chine 14 397 personnes et s'est propagé dans 24 pays. Wuhan et la ville chinoise de Wenzhou ont été placées en quarantaine et les autorités ont imposé le confinement de leurs habitants. Mais malheureusement, ces mesures de confinement ont peut être permis de ralentir la propagation du virus mais ne l'ont pas arrêtée. Le coronavirus a fait hier, un premier mort hors des frontières chinoises. Les Philippines ont en effet signalé un premier décès sur leur territoire. De quoi relancer les inquiétudes liées à la propagation de ce nouveau virus à travers le monde. La personne décédée aux Philippines était un Chinois de 44 ans originaire de Wuhan, a indiqué l'OMS. Cette annonce est intervenue peu de temps après la décision des Philippines de ne plus accepter de voyageurs étrangers en provenance de Chine. « Il s'agit du premier décès signalé en dehors de la Chine », a déclaré à la presse Rabintra Abeyasinghe, représentant de l'OMS aux Philippines. « Cependant, nous devons garder à l'esprit qu'il ne s'agit pas d'un cas qui a été contaminé localement. Ce patient venait de l'épicentre de cette épidémie », a souligné M. Abeyasinghe. Cet homme, décédé dans un hôpital de Manille, était arrivé aux Philippines en compagnie d'une Chinoise qui a également été testée positive au virus, a déclaré le secrétaire d'Etat à la Santé, Francisco



Duque. Cette femme, actuellement en cours de rétablissement dans un hôpital de la capitale, est le premier cas de coronavirus recensé aux Philippines.

Les Etats-Unis et l'Australie ayant pris des mesures contre les voyageurs en provenance de ce pays tandis que la Russie rétablissait les visas pour les touristes chinois. Les Etats-Unis interdissent de leur côté à partir de la journée d'hier, à 22h00 GMT l'entrée sur leur territoire aux étrangers s'étant rendus en Chine dans les 14 derniers jours. Quant à l'Australie, elle n'accepte plus depuis samedi sur son sol les non-résidents arrivant de Chine, après que des dispositions similaires eurent été notamment prises par l'Italie, Singapour et la Mongolie. Pendant ce temps, le nombre des cas avérés de pneumonie virale et des pays touchés ne cessait d'augmenter : près de 12 000 en Chine, soit environ

2 000 malades supplémentaires pour la seule journée de vendredi, a annoncé avant-hier, la Commission nationale de la santé, près de 150 dans plus de vingt autres pays, de l'Asie et du Pacifique à l'Europe et l'Amérique du Nord. A compter de samedi minuit (21h00 GMT), tous les Chinois devront obtenir un visa pour faire du tourisme en Russie, alors que ceux voyageant en groupes en étaient exemptés depuis 2000, et plus aucun visa de travail ne leur sera accordé, a annoncé le gouvernement russe. Face à cette alerte, le Pékin tente de rassurer le monde : « Il n'est pas nécessaire de paniquer inutilement, ni de prendre des mesures excessives », a estimé l'ambassadeur de Chine à Genève, Xu Chen, assurant que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) faisait « pleinement confiance à la Chine ».

L. A. R.

L'Algérie se dit prête à contrer la nouvelle épidémie

« Immédiatement après l'alerte lancée par l'OMS, un comité d'experts médicaux s'est aussitôt réuni afin d'évaluer et étudier les moyens de prévenir les dangers d'une éventuelle propagation du virus dans le pays, tout comme ils ont décidé, à titre préventif, de procéder à la mobilisation de l'ensemble des professions de santé », a rassuré le directeur général de la prévention au ministère de la Santé.

Selon le directeur général de la prévention au ministère de la Santé, le D' Djamel Fourar, « l'Algérie a pris toutes les mesures pour contrer le nouveau coronavirus (2019-nCoV) ». En effet, invité hier à la Chaîne 3 de la Radio algérienne, le D' Fourar s'est montré rassurant devant la propagation rapide de l'épidémie dans le monde, affirmant

qu'« après l'alerte mondiale lancée par l'Organisation mondiale de la santé suite à la progression du coronavirus, l'Algérie a immédiatement réactivé son dispositif de veille au niveau de l'ensemble des points d'accès de son territoire ». Et de préciser : « Nous avons mobilisé des équipes médicales et doté trois aéroports internationaux, à savoir l'aéroport international d'Alger Houari Boumediène, de Constantine Mohamed-Boudiaf et celui d'Oran, de caméras thermiques. Nous avons pris toutes les mesures pour se prémunir contre l'épidémie du coronavirus et instruit les différents établissements de santé du pays de prendre en charge les personnes touchées. Mais pour le moment, aucun cas n'a été signalé ». S'exprimant au micro de la Radio nationale, le

directeur général de la prévention au ministère de la Santé a indiqué que « les différents ports algériens ainsi que les établissements de santé des wilayas du pays ont été instruits de renforcer la prévention et prendre en charge les cas dès leur apparition ». Questionné sur l'efficacité des caméras thermiques qui détectent la hausse de température de la personne affectée, le D' Fourar assure que « tous les pays ont mis ce système de surveillance mais aucun ne peut assurer à cent pour cent son efficacité ». Réagissant aux rumeurs sur la détection de certains cas à l'hôpital Mustapha-Pacha, le D' Djamel Fourar les a démenties, assurant que « les gens confondent entre la grippe saisonnière et le coronavirus, car les manifestations cliniques sont

presque les mêmes, à savoir : fièvre, toux, courbatures et maux de tête. Mais je tiens à confirmer qu'aucun cas de coronavirus n'a été détecté dans notre pays à ce jour ». Assurant que la meilleure manière de contrer le nouveau virus est « la prévention », Fourar a indiqué que « pour le moment il n'y a pas de vaccin pour contrer le coronavirus, seule la prévention peut protéger le citoyen de cette épidémie qui a fait son apparition au début du mois de décembre en Chine et qui s'est propagée dans plusieurs pays ». En outre, à une question sur les risques de propagation du nouveau coronavirus en Algérie avec le retour des ressortissants algériens et prochainement des pèlerins de la Omra, le ministère a annoncé des mesures de protection en faveur des pèlerins qui

LA QUESTION DU JOUR

De la représentativité multiple

Suite de la page une

Sauf qu'ensuite, lors de la réunion de la Ligue arabe, ils ont laissé au ministre bahreïni le soin de s'exprimer en leur nom à tous trois, ce qui alors impliquerait qu'ils aient passé une convention entre eux. Cette hypothèse en amène une autre. Dans le cas où en effet le Bahreïn n'a pas parlé pour lui seul, mais pour les deux autres, qu'est-ce qui empêche de penser qu'en réalité il l'a fait pour un plus grand nombre de pays, dont de plus importants que lui sur la scène régionale, qui pour leur part ne pouvaient publiquement s'exprimer comme il l'a fait sans se mettre en danger ? Si au lieu du Bahreïn, c'était été Oman qui avait pris sur lui de ne pas rejeter en bloc le plan de Trump, on aurait pu mettre cela sur le compte de sa politique de neutralité, dont il ne se départ jamais, qui d'ailleurs fait de lui électron libre dans la région. Un pays qui ne voit pas dans l'Iran cet ennemi principal des Arabes que désigne tout net comme tel et depuis maintenant des années l'Arabie saoudite aurait pu se permettre de tenir la position du Bahreïn sans qu'il paraisse s'exprimer à la place d'autres que lui. Il n'y aurait eu que son ambassadeur pour être présent à la Maison-Blanche, beaucoup auraient eu certes à s'en offusquer, mais personne ne se serait demandé à combien d'autres pays il servait en fait de représentant. Ni du Bahreïn ni des Emirats, l'autre pays présent à la Maison-Blanche, il n'est possible de prêter un tel esprit d'indépendance, une telle fiabilité. C'est que là où ils sont, l'Arabie saoudite n'est jamais bien loin. Ce sont ses âmes damnées. La réciprocité est d'ailleurs souvent vraie. Ces trois-là ont partie liée. Un seul d'entre eux à la Maison-Blanche aurait suffi pour laisser penser qu'en même temps que lui-même il représentait l'Arabie saoudite. Mais qu'il y ait les deux en même temps, comme ce fut précisément le cas, on dirait que c'est pour mieux accrédi-ter ce qu'allait dire le président américain, à savoir que beaucoup de pays arabes l'avaient contacté pour lui dire tout le bien qu'ils pensaient de son plan de paix, dont pourtant ils sont censés en ignorer le détail.

M. H.

vont subir des contrôles médicaux dès leur arrivée à l'aéroport et vont aussi être instruits de contacter les médecins en cas d'apparition des symptômes de cette épidémie. Concernant les ressortissants algériens, une équipe médicale les attend à l'aéroport d'Oran pour les examiner.

Thinhinene Khouchi

Service de radiothérapie de Blida

Calvaire des malades du cancer pour obtenir un rendez-vous

■ Les cancéreux orientés vers le service de radiothérapie du Centre anti-cancer de la wilaya de Blida vivent le calvaire à cause de la longueur des délais des rendez-vous qui leur sont accordés pour une séance de thérapie, en raison de la surcharge, du manque de moyens de travail et de leur vétusté.

Par Salim B.

Lors d'une virée aux salles d'attente du CAC de Blida, l'APS a constaté la présence de nombreuses personnes épuisées par la maladie et la longue attente d'une séance de radiothérapie. Un jeune de Tissemsilt accompagnant sa mère âgée de 87 ans, atteinte d'un cancer de l'estomac, a estimé que «le plus grand calvaire d'un malade du cancer est la durée de l'attente d'un traitement. Ma mère a dû attendre presque une année pour l'obtention d'un rendez-vous pour une séance de radiothérapie», a-t-il indiqué à l'APS. Il est interrompu par une dame de Koléa (Tipasa), souffrant d'un cancer du col de l'utérus, qui affirme avoir introduit sa lettre de recommandation médicale pour bénéficier d'un traitement en radiothérapie «depuis juillet dernier». «Je n'ai commencé mon traitement que depuis deux jours, alors que mon opération a été faite depuis de longs mois», a-t-elle précisé. Elle est rejointe par un autre malade atteint d'une leucémie (60 ans), venu de Ksar El Boukhari (Médéa), qui a raconté son long parcours de combattant pour l'obtention d'un rendez-vous. «Je louais souvent des taxis pour



M.D.R.

des aller-retour incessants entre Blida et Ksar El Boukhari, rien que pour savoir si j'avais un rendez-vous. J'ai dû déboursier des sommes énormes pour, à la fin, obtenir un rendez-vous après 10 mois d'attente», a-t-il indiqué. De nombreux malades ont proposé qu'on leur informe sur leurs rendez-vous par téléphone, SMS ou par e-mail, pour leur éviter de longs et coûteux déplacements inutiles, notamment pour les malades résidant dans des régions éloignées. «Le service de radiothérapie de Blida accueille une moyenne de 500 lettres de recommandations médicales par semaine, pour des séances de radiothérapie au profit de malades ayant subi des interventions chirurgicales complexes (en majorité des ablations tumorales)», a indiqué le P' Haoui Messaouda, radiologue au niveau du même service. «Malheureusement, ce traitement ne se fait pas selon le bon vouloir du médecin, ni le désir du malade», a-t-elle déploré, évoquant de «longues listes d'attente, qui

contraignent les malades à des attentes d'une durée entre trois et six mois». Les longs mois d'attente exposent la vie du malade exposée au danger, notamment pour les cas ayant subis des interventions pour la maladie de Hodgkin, «requérant un traitement par radiothérapie dans une durée n'excédant pas les trois semaines», selon la praticienne. Sachant que ce même malade doit attendre pour des «périodes de plus de quatre mois», est-il déploré. «S'il est vrai que les durées d'attente ont été considérablement réduites ces dernières années (plus d'une année dans le passé), il n'en demeure pas moins que l'Algérie reste à la traîne des normes mondiales prescrites en matière de traitement par radiothérapie» a, encore, souligné le P' Haoui, plaidant pour des «solutions urgentes à cette situation». Le responsable du CAC de Blida, Amar Tabache, a affirmé la «prise en charge, dans les délais requis, des malades au niveau de la totalité des services de la structure

(oncologie, chimiothérapie, chirurgie, et hémopathie), exception faite du service de radiothérapie, accusant une forte surcharge», à l'origine, selon lui, «des retards mis dans les rendez-vous».

Besoin pressant de nouveaux équipements

Le responsable a appelé à l'«impératif de renouveler les équipements du service, et son renforcement en ressources humaines qualifiées». «Le service compte trois accélérateurs linéaires acquis depuis 2006, et risquant la panne à tout moment, du fait qu'ils sont extrêmement sollicités. Soit 30 032 séances effectuées en 2019», a fait savoir M. Tabache. Il a fait part de l'engagement pris, l'année dernière, par la tutelle pour l'acquisition d'un nouvel accélérateur durant cette année 2020, qui «sera d'une contribution certaine dans la réduction de la pression sur le service», est-il escompté. Il a, néanmoins, soutenu l'impératif d'accompagner ce nouvel accélérateur par un nouveau staff en charge de son fonctionnement, car le service accuse, également, «un manque en médecins, et agents paramédicaux», a-t-il signalé. Il est rejoint sur ce point, par le P' Haoui, qui a appelé à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie du gouvernement visant à relier l'université à différents secteurs d'activités, à travers une formation estudiantine adaptée à la demande et aux besoins des entreprises. Elle a aussi fait part des «difficultés rencontrées dans la formation (d'une durée de six à 12 mois) des spécialistes nouvellement recrutés, du fait qu'ils n'ont bénéficié que d'une formation théorique à l'université», a-t-elle déploré, plaidant, en outre, pour l'ouverture d'une nouvelle spécialité universitaire pour la formation théorique et appliquée de radio-physiciens en radiothérapie. Confirmant la pression extrême exercée sur les trois accélérateurs disponibles au sein du service, Djamel Kebir, cadre au sein de la structure, a assuré la prise en charge de pas moins

de 200 malades/j, au lieu d'une moyenne de 100 malades, «ce qui multiplie encore plus les pannes des équipements contraignant à retarder les séances, et, partant, à allonger les délais d'attente des malades», a-t-il déploré. «Les pannes nécessitent une intervention expresse de techniciens relevant d'une entreprise étrangère de droit algérien, n'activant pas durant les week end, ce qui complique davantage le problème», a-t-il souligné. M. Kebir a insisté sur «la formation de techniciens algériens la réparation immédiate des équipements acquis pour des milliards de DA, sans avoir pensé à la maintenance. Quant à Benabdellah Sid Ahmed, coordinateur médical au sein du même service, il a exprimé ses regrets de voir des malades «supplier» pour l'obtention d'un traitement. «Ceci nous attriste beaucoup», a-t-il ajouté, car «il est du devoir de l'Etat d'assurer tous les moyens matériels et humains nécessités pour la prise en charge des malades, d'une part, et pour la réduction de la pression exercée sur le centre de Blida, d'autre part», a-t-il estimé. Le nombre de malades pris en charge au niveau du service de radiothérapie du CAC de Blida est en hausse, a indiqué le P' Haoui, signalant à titre indicatif que 1002 cas de cancer du sein ont été traités en 2019, contre 965 cas en 2018. Elle a plaidé pour un élargissement du réseau des structures de prise en charge de cette maladie dans le nord du pays. «Il est absurde de mettre en place un CAC, dans la wilaya d'Adrar, où il est recensé un nombre infime de personnes atteintes de cette maladie, sans compter le refus exprimé par les médecins pour s'y déplacer», a estimé cette praticienne. Elle a lancé un appel pour une «révision du Plan national anti cancer, avec la réalisation d'une enquête de prévalence (ou endémie) de cette maladie, pour décider sur cette base de l'emplacement des centres anti cancer», dont une majorité doivent, selon elle, «être implantés dans le nord du pays».

S. B./APS

Entretien avec Erdogan / Histoire de l'Algérie

Des propos attribués au Président Tebboune sortis de leur contexte

L'Algérie s'est dit surprise de la déclaration faite par le Président turc, Recep Tayyip Erdogan dans laquelle «il attribue au président de la République, Abdelmajid

Tebboune des propos sortis de leur contexte sur une question liée à l'histoire de l'Algérie», a indiqué samedi un communiqué du ministère des Affaires étrangères. «L'Algérie a été surprise

par la déclaration faite par le Président turc, Recep Tayyip Erdogan dans laquelle il attribue au président de la République des propos sortis de leur contexte sur une question liée à l'histoi-

re de l'Algérie», précise-t-on de même source. «A titre de précision, l'Algérie affirme que les questions complexes liées à la mémoire nationale, qui revêt un caractère sacré pour le peuple

algérien, sont des questions extrêmement sensibles. De tels propos ne concourent pas aux efforts consentis par l'Algérie et la France pour leur règlement», conclut le communiqué. R. N.

Révolution

Le moudjahid Benguesmia Chadly Mohammed n'est plus

Le moudjahid Benguesmia Chadly Mohammed fut l'un des fidaï connus, ayant activé durant la guerre de Libération nationale à Oran. Issu d'une famille révolutionnaire, dont

l'oncle Benguesmia Chadly Djillali dit «Si Abdemhamid» était l'une des figures marquantes des fidaï d'Oran. Le défunt s'est consacré après le recouvrement de l'indépendan-

ce à l'action politique et culturelle locale en assumant plusieurs responsabilités électorales à l'Assemblée populaire communale d'Oran ainsi que ses contributions à la mise en

valeur du patrimoine culturel de la ville. La dépouille du défunt a été inhumée hier au cimetière d'Ain El Beida d'Oran.

K. L.

Agriculture

Hausse de 6% de la valeur de la production agricole

■ La valeur de la production agricole nationale a enregistré, en 2019, une hausse de 6,1 %, avec 3 482 milliards de dinars (près de 29,1 milliards de dollars) contre 3 281 milliards de dinars (près de 28 milliards de dollars) en 2018, a indiqué le directeur central des statistiques agricoles et des systèmes d'information au ministère de l'Agriculture et du Développement rural, Ahmed Badani.

Par Malek M.

Soulignant que cette progression était le résultat d'une forte augmentation des quantités produites et d'une hausse des prix de certains produits agricoles, M. Badani a précisé que la part de la valeur ajoutée du secteur agricole dans l'économie nationale s'est établie, à la fin 2019, à 12,4 % et à 16,2 % hors hydrocarbures. La contribution du secteur agricole au Produit intérieur brut (PIB) à hauteur de 12 % «en fait un levier important et essentiel dans le développement de l'économie nationale par rapport à d'autres secteurs productifs», a-t-il estimé. Concernant l'augmentation de la production, M. Badani a cité celle des viandes blanches, passée de 5,4 millions de quintaux en 2018 à 5,6 millions de quintaux en 2019, du blé dur de 31,78 millions de quintaux à 32,1 millions de quintaux et de la pomme de terre de 46,5 millions de quintaux à 50,2 millions de quintaux. Il a fait état également de la couverture des besoins alimentaires par la production nationale qui se situe à hauteur de 73 % pour une superficie exploitée de 8,6 millions d'hectares. Entre janvier et novembre 2019, les statistiques avancées font ressortir un recul des importations agricoles d'une valeur de 767,2 millions de dollars, par rapport à la même période de l'année 2018 (8,2 %), dont 512,4 millions de dollars pour les produits alimentaires (7,6 %) principalement composés de la poudre de lait qui a enregistré une baisse de 105 millions de dollars (-9 %), des céréales avec une baisse de 353 millions de dollars (-18 %). Cependant, l'importation des viandes rouges a augmenté d'une valeur de 10 millions de dollars pour les périodes considérées. Par ailleurs, les exportations des produits agricoles ont enregistré une hausse de 12 %, soit une valeur de 38,6 millions de dollars. Durant le quinzième trimestre 2015-2019, le taux de croissance agricole moyen a atteint près de 3,1 %. La croissance enregistrée concernait les légumes (3 %) les viandes blanches (4,18 %), les viandes rouges (1,4 %), les légumineuses (8 %), l'olive (12,5 %) les dattes



Ph.D. R.

(4 %) et les tomates industrielles (8,6 %). Le taux de croissance moyen de la filière céréalière s'est élevé, durant la même période, à près de 10,3 %, dont 12 % pour le blé dur, 11,8 % pour l'orge, 3 % pour le blé tendre et 12,3 % pour l'avoine. Les coopératives relevant de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) ont enregistré, en 2019, quelque 27,14 millions de quintaux contre 27,6 millions de quintaux en 2018. Les quantités de blé dur ont atteint 20 millions de quintaux et celles du blé tendre 3 de millions de quintaux. Assurant que la production céréalière nationale était suffisante pour couvrir la demande locale, M. Badani a évoqué la nécessité de revoir les modes de consommation en vue de réduire les importations de blé tendre. Concernant les wilayas pionnières dans la production céréalière, le directeur central des statistiques agricoles et des systèmes d'information au ministère de l'Agriculture a fait savoir que les wilayas de Tiaret, Sidi Bel-Abbès, Tissemsilt, Setif, Tlemcen, Batna, Relizane, Saida, Mascara et Souk Ahras, assureraient 53 % de la production nationale, ajoutant que les deux premières wilayas à l'Est du pays, sont Oum El Bouaghi et Mila. Par ailleurs, les importa-

tions de céréales ont enregistré, durant les 11 premiers mois de 2019, une baisse estimée à 353 millions de dollars par rapport à la même période de 2018.

Recensement prochain des besoins des ménages

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural s'attelle à la réalisation d'un recensement national de la demande des ménages algériens sur les produits agricoles pour déterminer avec précision la demande nationale en la matière, a indiqué le directeur général des statistiques agricoles et des systèmes d'informations, Ahmed Badani.

Cette opération permettra au secteur de l'Agriculture de connaître les besoins nationaux réels en produits agricoles, et ce, dans le cadre de l'objectif tracé par le gouvernement en vue de la maîtrise et de la réduction des importations, a précisé à l'APS M. Badani. Il a fait savoir que le secteur oeuvrait à la réalisation d'estimations jusqu'en 2025 et l'actualisation des données disponibles à même de mettre en place des objectifs permettant d'accroître le rendement de la production agricole au niveau de toutes les filières, lesquels s'inscrivent dans le cadre de la straté-

gie nationale de l'agriculture qui s'étend jusqu'en 2035. La Direction centrale des statistiques œuvre, en coordination avec les services de l'Office national des statistiques, à adopter les mêmes méthodes statistiques pour les différents indicateurs, a-t-il ajouté. Il est prévu, à cet effet, la formation d'un groupe de travail commun aux deux parties, incluant tous les départements de statistiques, dans l'objectif de conférer davantage de crédibilité, de précision et de transparence, aux chiffres relatifs au secteur. S'agissant de la numérisation, le même responsable a fait état du lancement, par le secteur, de la réalisation d'un programme d'un montant de 2 Mds DA et s'étendant sur 3 ans, englobant 3 grands projets pour la numérisation et la modernisation de toutes les structures relevant du secteur agricole, qui sera supervisé par la Direction des statistiques agricoles et des systèmes d'information.

Il sera procédé, à travers ce programme, à la modernisation totale des bases de données et des systèmes d'information, notamment pour les applications informatiques qui sont créées en vue de bénéficier en temps réel des informations relatives au secteur. Ce programme qui concerne toutes les structures

relevant du secteur de l'Agriculture et des forêts, dont 650 circonscriptions agricoles et plus de 1 541 représentants du secteur au niveau des communes, permet de faciliter les procédures aux agriculteurs et ce, en garantissant des portails électroniques et un réseau informatique via lequel les opérateurs du secteur peuvent accomplir les procédures à distance et obtenir des informations dans le cadre de l'objectif tracé par le gouvernement pour rapprocher l'administration du citoyen et renforcer la transparence. Il est attendu, au titre de ce programme, le téléchargement des dossiers relatifs aux différentes filières agricoles et l'établissement de fichiers numériques au profit des agriculteurs sur l'identité de l'agriculteur, ses activités et la superficie de son exploitation agricole, outre la création d'un réseau intranet permettant d'assurer la communication entre les travailleurs du secteur central et les agriculteurs. A titre expérimental, des bulletins d'information sont émis quotidiennement comportant les prix des produits agricoles à travers le territoire national et d'autres données disponibles sur tablette électronique numérique que le ministre du secteur peut consulter via le système informatique. M. M./APS

Relizane

Projets de développement de 280 millions de DA pour Belassel

La commune de Belassel (wilaya de Relizane) a bénéficié, durant les deux dernières années, de projets de développement d'une valeur globale dépassant les 280 millions de DA a-t-on appris, hier, des services de la wilaya. Financés au titre du fonds de solidarité des collectivités locales, des programmes

sectoriels et communaux et du budget de wilaya, ces projets sont répartis sur 35 actions de développement, à l'instar des opérations de raccordement, renouvellement du réseau d'AEP et d'assainissement au niveau de plusieurs regroupement urbain. La commune de Belassel a bénéficié également des opérations

d'entretien et de réhabilitation de son réseau routier, à savoir, le chemin de wilaya numéro 12 sur une distance de 1,6 km au niveau du village «Bhalil», et du CW numéro 13 près du village «Khouariya» sur une distance de 2,2 km. Le programme de développement de cette collectivité locale consiste aussi en le rac-

cordement de «Hai Zitoune» (oliviers) et le village «Rahaylia» par l'énergie électrique, ainsi que la restauration et l'aménagement de 8 écoles primaires et la réalisation de deux classes d'extension à l'école «Nabi-Abdelkader». La commune de Belassel a également bénéficié de deux stades de proximité, l'un dans le quartier

«El Wiam» et l'autre dans le village de «Messaidia», outre l'aménagement d'une salle de soins et d'autres projets touchant divers domaines. Il est à noter que la majorité de ces opérations ont été réceptionnées, tandis que les autres projets sont en cours de réalisation.

Salem K./R. E.

Tamanrasset

Plus de 2 000 logements publics locatifs en cours de réalisation

■ La wilaya s'est vue accorder un programme d'habitat rural de 1 022 logements réalisés à travers ses différentes communes, en sus de l'octroi de 8 770 aides destinées à la réhabilitation des anciennes bâtisses à l'intérieur du tissu urbain, dont 5 827 ont été achevées et le reste en cours de réalisation, et de l'inscription d'un programme de 1 759 lots de terrain dans le cadre des lotissements sociaux.

Par Nassima A.

Plus de 2 000 logements publics locatifs sont en cours de réalisation à travers différentes communes de la wilaya de Tamanrasset, a-t-on appris de la direction locale de l'habitat.

Ces logements, à divers taux d'avancement, devront contribuer à la satisfaction des besoins en cette formule d'habitat très sollicitée par la population locale, a indiqué le directeur de l'habitat, Abderrahmane Basalhi. Un autre programme de logements sociaux totalisant 2 190 unités est également en cours de réalisation à travers la wilaya, sachant qu'il vient s'ajouter aux 1 728 logements sociaux attribués l'an dernier, en plus de 535 autres en 2018, et qui seront suivies du lancement prochain d'un projet de 250 unités, a fait savoir le même responsable. La wilaya s'est vue accorder un programme d'habitat rural de 1 022 logements réalisés à travers ses différentes communes, en sus de l'octroi de 8 770 aides destinées à la réhabilitation des anciennes bâtisses à l'intérieur du tissu urbain, dont 5 827 ont été achevées et le reste en cours de réalisation, et de l'inscription d'un programme de 1 759 lots de terrain dans le cadre des lotissements sociaux. Tamanrasset a bénéficié également d'un programme de 200 logements relevant de l'Agence d'amélioration et de développement du logement (AADL), dont une tranche de 150 unités a été attribuée à leurs bénéficiaires, en attendant la réception du reste à réaliser. A ces projets vient s'ajouter le lancement prochain des chantiers de 500 logements promotionnels aidés (LPA), 400 unités pour la



commune du chef lieu de wilaya et le reste pour In-Salah, ainsi que la réalisation en cours de 575 logements de fonction et d'astreinte, dont une tranche de 360 unités a été finalisée. Selon le même responsable, les divers programmes d'habitat accordés

à la wilaya de Tamanrasset ont contribué à l'amélioration des conditions de vie des citoyens et à la réduction du taux d'occupation par logement à trois personnes (fin 2019). Le président de la commission de l'habitat et de l'urbanisme à l'Assemblée

populaire de la wilaya (APW), Kouider Boussaâda, a appelé à accélérer le rythme de réalisation des projets, notamment les programmes ruraux, qui accusent un retard dans certaines communes. Il a insisté sur la nécessité d'achever les programmes

d'habitat, toutes formules confondues, la résorption de l'habitat précaire et la lutte contre les constructions anarchiques qui occupent des assiettes foncières destinées à des projets d'habitat.

N. A./APS

Constantine

Hausse «sensible» de la production des fruits

Une hausse «sensible» de la production des fruits a été enregistrée dans la wilaya de Constantine, au titre de la saison agricole 2018-2019, atteignant 112 351 quintaux, a-t-on appris de la direction des services agricoles (DSA). La récolte des fruits de la saison en question est jugée «excellente» par rapport à celle réalisée au titre des dernières saisons agricoles, a précisé le directeur local du secteur, Yacine Ghediri, soulignant qu'une production de 104 606 qx a été recensée dans la wilaya durant la saison 2017-2018. Les conditions climatiques favorables, notamment la bonne pluviométrie qui a atteint 677 mm, le suivi du parcours technique, le traitement efficace et réalisé au bon moment des maladies touchant les

arbres fruitiers, la maîtrise des techniques de production et d'irrigation de ce genre de cultures, sont autant de facteurs ayant favorisé la hausse de cette production, a expliqué le même responsable. La wilaya de Constantine a également enregistré durant la même période une augmentation de la production de pommes et de nectarines, estimée respectivement à 28 700 qx avec un rendement moyen de 249 quintaux/ha et 29 680 qx avec un rendement moyen de 200 qx/ha, a fait remarquer la même source, ajoutant que la récolte de poires a atteint 19 800 quintaux avec un rendement moyen de 173 qx par ha. Selon la même source, la commune de Hamma-Bouziâne figure parmi les localités de la wilaya de Constantine les plus pro-

ductives en fruits, contribuant à la réalisation cette année de 40 000 qx de fruits, dont 46 qx de pommes, 58 qx de poires et 58 qx de nectarines, suivie par Didouche-Mourad, enregistrant une production de 4 000 qx de fruits, Ibn Ziad (3 600 qx) et Benbadis qui a enregistré une récolte de 3 100 qx. Aussi, la production des amandes a connu également durant cette période une hausse jugée «importante» avec 3 305 qx, a fait savoir M. Ghediri qui a signalé que l'importance accordée par les agriculteurs à cette culture qui a mobilisé une surface évaluée à 157,09 ha, est à l'origine de l'augmentation de cette récolte dont le rendement moyen a atteint 21 qx/ha.

Samy T.

AEP à Mila / A partir des barrages de Beni Haroun et de Tablout

Lancement des travaux pour l'alimentation de 16 communes

Le projet d'approvisionnement en eau potable de 16 communes de la wilaya de Mila à partir des barrages de Béni Haroun dans la même wilaya et de Tablout (Jijel) a été lancé en travaux, a-t-on appris du direc-

teur local des ressources en eau, Abdennour Selam. Cette opération, qui sera supervisée par L'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT), permettra d'alimenter à partir du barrage de Béni Haroun dix communes,

dont Hamala, Chigara, Terrai Bainen, Aïn Mellouk et Benyahia Abderrahmane, a indiqué à l'APS, M. Selam.

Les six autres communes de la wilaya de Mila, à savoir Minar Zarza, Tassadane Haddada et

Elayadi Barbes seront alimentées à partir du barrage de Tablout (Jijel) à la faveur d'une opération qui sera réalisée par l'Algérienne des eaux, a précisé le même responsable. Tablout (Jijel) ainsi qu'un lot destiné à la

réalisation et l'équipement d'une station de traitement des eaux de cette infrastructure hydrique, ce projet contribuera au renforcement d'AEP dans plusieurs communes de la wilaya de Mila, notamment Teleghma, Oued Seguen, Tadjenanet et Chelghoum Laïd, a-t-on ajouté.

Une fois mis en service, ce projet permettra d'approvisionner 500 000 habitants de la wilaya de Mila, a-t-on fait savoir de même source, notant que toutes les communes de cette région seront couvertes et alimenter en eau potable à partir des barrages de Béni Haroun et de Tablout.

Adem El Hadi K.

M'sila

Plus de 50 écoles seront raccordées au réseau d'électricité solaire

Un programme portant raccordement au réseau d'électricité solaire de plus de cinquante écoles primaires réparties à travers les communes de la wilaya de M'sila a été entamé depuis plus d'une année, a-t-on appris, samedi auprès des services de la wilaya. Plus de vingt écoles ont basculé vers cette énergie propre depuis le début de l'année 2019 à ce jour, ont détaillé les services de la wilaya ajoutant que l'opération profitera

en particulier aux écoles situées dans les grandes agglomérations et les zones éloignées à caractère steppique, notamment. Le projet sera concrétisé selon un montage financier composé des budgets alloués dans le cadre du programme de développement des Hauts-Plateaux, du Fonds de garantie et solidarité des collectivités locales et le budget de la wilaya. Ces actions devraient permettre de résoudre le problème de fourniture

de l'énergie électrique et devraient également contribuer à la rationalisation des charges financières de ces écoles, a-t-on encore souligné. A titre expérimental, une opération de raccordement au réseau d'électricité solaire de neuf écoles dans la capitale du Hodna, à Boussaâda et Medjedel a été concrétisée l'année 2019, a-t-on rappelé de même source.

R. R.



Début des primaires démocrates aux USA

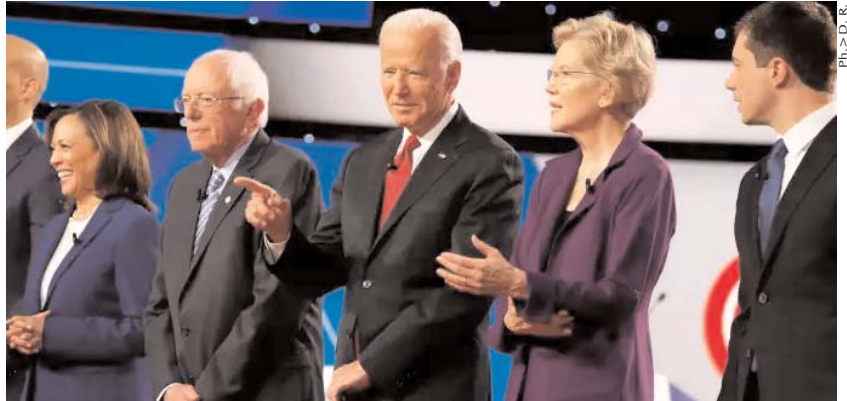
Les candidats dans la dernière ligne droite

■ Le rythme s'emballle cette semaine dans l'Iowa pour les dernières heures avant le coup d'envoi de la primaire démocrate, les candidats à la Maison-Blanche multipliant les meetings de campagne et le favori, Bernie Sanders, attirant les plus grosses foules.

Par Rosa C.

«**E**t tout commence dans l'Iowa», a lancé le sénateur indépendant âgé de 78 ans aux quelque 3 000 personnes venues le voir samedi soir à Cedar Rapids. Comme il y a quatre ans, le groupe Vampire Weekend jouait pour celui qui prône une révolution politique afin d'aller vers une Amérique plus égalitaire. L'Iowa sera le premier État à voter ce soir pour choisir le candidat démocrate qui défiera Donald Trump lors de la présidentielle de novembre. A la veille du vote, bénéficiant d'un grand soutien des jeunes, Bernie Sanders restait en tête des sondages portant sur cet État rural peu peuplé mais très influent. Il devance l'ancien vice-président Joe Biden (77 ans), l'ex-maire Pete Buttigieg (38 ans) et la sénatrice progressiste Elizabeth

Warren (70 ans). L'enthousiasme d'une foule scandant «Bernie» est d'autant plus remarquable que le sénateur a été bloqué à Washington pendant environ deux semaines d'une fin de campagne qui se joue d'ordinaire sur le terrain, presque électeur par électeur, dans l'Iowa. Comme lui, deux autres poids lourds de la course démocrate ont été retenus au Congrès jusqu'à vendredi par leurs fonctions de sénateurs, pour le procès en destitution du président Donald Trump: Elizabeth Warren et la modérée Amy Klobuchar, cinquième dans l'Iowa. La fin du procès en destitution est fixée à mercredi. L'acquittement prévu aux chefs d'abus de pouvoir et d'entrave au travail du Congrès sonnerait une victoire retentissante pour le républicain, qui espère décrocher un second mandat. L'Iowa joue traditionnellement un rôle



de tremplin électoral. Un bon résultat ici pourra propulser un candidat vers de nouvelles victoires dans les États qui voteront en cascade ensuite, à commencer par le New Hampshire huit jours après. Un revers pourrait signer la fin de la route. Des milliers de bénévoles s'activent pour convaincre passants ou voisins de voter pour leur champion. Près d'un électeur démocrate de l'État sur deux se disait encore incertain cette semaine. Ce soir à 19h00 (01h00 GMT cette nuit), plus de 600 000 habitants affiliés au parti démocrate sont invités à se présenter dans environ 1 700 salles pour exprimer publiquement leur choix, en se regroupant sous la bannière d'un candidat. A ceux qui le jugent trop radical pour rassembler, Bernie Sanders s'est présenté ce week-end en candidat le plus apte à «battre Trump» car il sait attirer «des millions de gens qui habituellement ne votent pas». Partageant avec lui l'aile gauche de l'électorat,

Elizabeth Warren a appelé samedi à se «rassembler pour battre Donald Trump», devant quelque 900 personnes à Iowa City. «Il est temps d'avoir une femme à la Maison-Blanche», a scandé la foule dans cette ville progressiste, où d'influents élus locaux la soutiennent plutôt que Sanders. Malgré ses appels à l'union, la sénatrice a décoché une flèche vers le milliardaire Michael Bloomberg. L'ancien maire de New York est entré tard en campagne et fait l'impasse sur les quatre premiers États qui voteront. Mais il montera peut-être bientôt pour la première fois sur le plateau d'un débat démocrate. «Nous vivons aujourd'hui dans une Amérique où un milliardaire peut juste décider de faire l'impasse sur les quatre premiers États» mais peut «s'acheter une place sur le plateau du débat», a-t-elle déploré. Le public de Bernie Sanders a également hué Michael Bloomberg samedi soir. Être capable de battre Donald Trump en novembre, c'est aussi

l'argument numéro un de l'ancien vice-président de Barack Obama, Joe Biden. «On a besoin d'un président qui sera prêt dès le premier jour», répète ce vétéran de la politique, premier dans les sondages au niveau national. Comme lui, Pete Buttigieg a multiplié les rencontres pendant que leurs rivaux sénateurs étaient coincés au Congrès. Ancien consultant, réserviste de l'armée et ex-maire d'une petite ville, premier candidat homosexuel à avoir des chances de remporter l'investiture, «Mayor Pete» met en avant sa jeunesse face à Joe Biden. Quant à Bernie Sanders, il diviserait trop, insinue-t-il.

Signe que la tension monte à l'approche du vote, un sondage très attendu d'un journal de référence dans l'Iowa, le «Des Moines Register», n'a pas été publié comme prévu samedi soir, l'équipe de Pete Buttigieg ayant soulevé des doutes sur la façon dont il avait été mené.

R. C.



Commentaire

Chance

Par Fouzia Mahmoudi

Les récents sondages pour les prochaines élections présidentielles françaises ne sont pas très favorables aux partis traditionnels, qu'ils soient de gauche ou de droite. Les Républicains en sont même à évoquer une fois encore un possible retour de l'infatigable Nicolas Sarkozy qui continue à être le chou-chou des sympathisants de droite. Hormis l'ancien président, le seul à réussir à se démarquer un peu est Xavier Bertrand, ancien ministre du gouvernement Fillion et actuel président du Conseil régional des Hauts-de-France, qui est souvent apparu comme proche d'une ligne centriste, loin des positions droitières de l'ancien président LR Laurent Wauquiez. Fort des sondages l'évoquant à une bonne place par les sympathisants de droite, Bertrand trouve dans le sujet sécuritaire un moyen d'intervenir dans le débat public. Le président de région attaque vivement la politique sécuritaire d'Emmanuel Macron, «un fiasco», et estime que «le tissu français se déchire», dans un entretien au «Journal du Dimanche». «Le pays est sous tension, divisé comme rarement. Nos rues sont le théâtre de violences depuis plus de quinze mois. Contrairement à sa promesse, non seulement le Président n'a pas réconcilié les Français, mais il les a souvent dressés les uns contre les autres», juge l'ex-ministre. «Je lui dis : "Attention ! Le tissu français se déchire sous nos yeux et vous en êtes responsable, Monsieur le Président. Pendant les deux ans de mandat qu'il vous reste, votre priorité doit être de protéger les Français", demande Xavier Bertrand qui s'est déjà pré-positionné pour la présidentielle de 2022. Il voit un chef de l'État «mal à l'aise avec ces questions régaliennes». Le pointe aussi la responsabilité du ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, et celle de la garde des Sceaux, Nicole Belloubet, qui «doit donner des directives claires et fortes en matière de justice pénale». «Nous avons un triste record en matière de non-recouvrement des amendes et de non-exécution des peines», déplore-t-il en demandant que ne soit pas appliquée la nouvelle échelle des peines prévue par la loi sur la justice. Selon Xavier Bertrand, «il y a en France un numerus clausus carcéral qui ne dit pas son nom» et «la garde des Sceaux veut vider les prisons car la promesse de Macron de construire 15 000 places ne sera pas tenue». Faut-il remplacer ces deux ministres clés ? Oui «car il faut changer de politique» et «il faut pour cela que le Président change, et déjà de comportement». Le président des Hauts-de-France condamne la pose cette semaine d'Emmanuel Macron avec à la main un T-shirt dénonçant les violences policières : «C'est une insulte aux forces de l'ordre, une remise en cause de ce qu'elles sont : les derniers remparts de la République». Mais il ne suffira pas pour Bertrand de taper sur le président pour espérer avoir une réelle chance pour la prochaine présidentielle, car il devra réussir à séduire non seulement une importante majorité des sympathisants de droite, mais surtout des sympathisants du centre et de l'extrême-droite qui veulent le départ de Macron et sont prêts à se ranger derrière un candidat unique plutôt que de se disperser en votant pour Marine Le Pen au premier tour de la présidentielle pour la voir perdre une fois encore contre Macron en 2022. F. M.

Iran

Le chef de la diplomatie de l'UE attendu à Téhéran

L'Iran a annoncé hier une visite, aujourd'hui à Téhéran, du chef de la diplomatie de l'Union européenne, Josep Borrell, sur fond de nouvelles tensions internationales autour de la question nucléaire iranienne. M. Borrell «doit rencontrer le ministre des Affaires étrangères [Mohammad Javad Zarif] et d'autres hauts responsables de notre pays pour des consultations», a indiqué le porte-parole des Affaires étrangères iranien, Abbas Mousavi sans plus de détails. L'annonce de cette visite survient dans une nouvelle période de tensions entre l'Iran et les Occidentaux à propos du programme nucléaire de la République islamique. M. Borrell avait annoncé le 24 janvier que les États parties à l'accord international sur le nucléaire iranien conclu à Vienne en 2015 étaient convenus de tenir une réunion de conciliation «en février» afin de préserver ce pacte qui menace de voler en éclats depuis que les États-Unis l'ont dénoncé unilatéralement en 2018. Toutes les

parties «ont réaffirmé leur détermination à préserver l'accord, ce qui est dans l'intérêt de tous», avait-il alors souligné. Conclu entre la République islamique et le groupe P5+1 (Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie et Allemagne), l'accord de Vienne offre à l'Iran la levée d'une partie des sanctions internationales qui asphyxiaient son économie en échange de garanties destinées à prouver la nature exclusivement civile de son programme nucléaire. Concrètement, l'Iran a accepté de brider drastiquement ses activités nucléaires et de se soumettre à un régime d'inspection sur mesure, le plus contraignant jamais mis sur pied par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Mais la décision des États-Unis de sortir de l'accord de Vienne et de rétablir des sanctions contre l'Iran (régulièrement durcies) prive la République islamique des bénéfices qu'elle attendait de ce pacte. Washington accuse Téhéran de chercher à se doter de l'arme

nucléaire, ce que la République islamique a toujours démenti. Le retour des sanctions américaines isole presque complètement l'Iran du système financier international, a fait perdre à la République islamique un à un les acheteurs de son pétrole, et plongé le pays dans une violente récession. En riposte, l'Iran s'est affranchi depuis mai 2019 de plusieurs engagements clés qu'il avait pris à Vienne. Téhéran produit ainsi de l'uranium enrichi à un taux supérieur au seuil de 3,67% fixé par l'accord, ne respecte plus la limite de 300 kilos imposée à ses stocks d'uranium enrichi, et ne se sent plus concernée par les restrictions que le texte impose à ses activités de recherche et développement en matière nucléaire. Le 5 janvier, la République islamique a annoncé la «dernière étape» de son plan de réduction de ses engagements, en affirmant s'affranchir désormais de toute limite sur le nombre des centrifugeuses qu'elle s'autorise à faire tourner pour enrichir l'uranium.

Après avoir marché 180 kilomètres dans le désert algérien

Omar Dib raconte en photos l'histoire de Séfar

■ *Le plus beau des métiers pour Omar Dib est de vivre de et pour sa passion. Ce jeune photographe confirme encore une fois, à travers une exposition organisée à l'Hotel Sofitel d'Alger, que sa passion pour la photographie et le Sahara algérien peut le conduire vers les plus beaux univers. C'est ce que confirme cette vingtaine de photos exposées au public sous le thème «Sur la route de Séfar, la ville énigme de l'histoire».*



Par Abia Selles

«**S**ur la route de Séfar, la ville énigme de l'histoire» est le thème d'une belle exposition signée Omar Dib. En effet, marcher 180 kilomètres dans le désert algérien n'était pas pour rien pour ce jeune photographe. Par contre, il en est revenu avec une histoire d'une ville que peu de gens connaissent. Il s'agit de la ville de Séfar, située dans le Tassili N'Ajjer, au nord-est de la ville de Djanet. Cette ville, long-

temps fermée, témoigne du passage de plusieurs générations humaines. D'ailleurs, elle raconte sa propre histoire dans les quinze mille dessins qui y existe, un nombre énorme et unique au monde (musée à ciel ouvert). Le jeune photographe Omar Dib nous fait découvrir la région et son histoire après neuf jours de marche au désert avec ses amis. «Neuf jours n'étaient pas suffisants pour visiter tous les coins de la région, mais j'ai fait de mon mieux pour revenir avec des images de valeur culturelle et historique puisque ces photos

témoignent de l'existence de la ville, un vrai musée en plein air qui n'existe pas ailleurs».

Muni de deux appareils photo numériques et d'une bonne compagnie, Omar Dib déclare être revenu avec deux mille photos et des souvenirs inoubliables. Cependant, seules une vingtaine d'entre elles sont exposées, faute d'espace. «Les photos exposées raconte mon séjour à Séfar et mettent la lumière sur trois thèmes différents, à savoir les photos de nuit dans lesquelles je voulais montrer la relation entre l'Homme et la nature

avec des images expressives. Je suis revenu aussi sur les grottes de la région qui peuvent être une source d'inspiration pour plusieurs œuvres artistiques. Il y a aussi l'entrée de la ville qui m'a beaucoup marqué», explique Omar Dib. «C'est une région qui t'éblouit et t'émerveille par sa nature unique mais aussi par son histoire», ajoute l'artiste.

Concernant les projets d'avenir, le photographe Omar Dib travaille sur «un livre de plus de 500 photos relatant mon périple dans le Sud algérien depuis 2015. Les photos seront accompagnées de

passages philosophiques et d'idées personnelles», déclare-t-il.

Il est à noter que 10 % des revenus des recettes des expositions de l'artiste sont à chaque fois consacrés aux enfants tous-regs nécessiteux. **A. S.**

AGEND'ART

Galerie d'Arts de l'hôtel Sofitel (El-Hamma, Alger)

Jusqu'au 15 février :
Exposition de photographies «Sur la route de Séfar, la ville énigme de l'histoire» de Omar Dib.

Siège de la Fondation Ahmed et Rabah-Asselah

Jusqu'au 18 février :
Exposition collective d'arts plastiques «Un rêve... trois regards», avec l'architecte Chafa Ouzani (Béjaïa), les artistes plasticiens Djamel Talbi (Tizi-Ouzou) et Mourad Abdelaoui (Ain Beïda).

Opéra d'Alger Boualem-Bessaïh

3 février :
Soirée chaâbi animée par Mourad Djaâfri, avec la participation de Nassim Bour et Anouar Tassabest.

4 février :
Soirée chaâbi animée par Nacer-Eddine Galiz, avec la participation de Abbar Hamza et Ettouil Walid.

7 février :
Concert de Abbas Righi en hommage à Cheikh Kaddour Darsouni.

Ezzoua'Art Galerie
Jusqu'au 12 février :
Exposition «Errances» d'Amal Dekar.

Salle Ibn Zeydoun de Riadh-El-Feth (El-Madania, Alger)

6 février :
Wesh Prod annonce le concert de IcoWesh & Klam.

Centre commercial Festival city (Batna)

Jusqu'au 14 février :
4^e édition du Salon national du livre.

Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi (Alger)

Samedi 22 février :
Concert par l'artiste Zahia Benzengli, intitulé «Mosaïque andalouse». Un programme riche en poèmes et mélodies du patrimoine andalou et ses dérivés.

Cercle Frantz-Fanon de Riadh-El-Feth

Jusqu'au 29 février :
Exposition d'arts plastiques «Diptysmes... la connivence se fait art» d'Amel Kamilia Hamidou et Samira Merabet. **Galerie Baya du Palais de la culture Moufidi-Zakaria**

Du 4 au 22 février :
L'ambassade de la République tchèque à Alger présente l'exposition «30 ans de la Révolution de Velours». Vernissage le mardi 4 février à partir de 17h30.

Générale de la pièce «Qui Trump qui»

Un regard humaniste sur un monde violent

Les adeptes des planches se sont particulièrement délectés, samedi soir au théâtre régional Mohamed-Tahar-Fergani de Constantine, de la générale de la pièce «Qui Trump qui».

Écrite et mise en scène par Ahmed El Agoun, cette pièce tragicomique se veut un regard humaniste sur un monde dévasté par les guerres, en proie à des divisions permanentes, un monde où l'interdit est transgressé et les lois bafouées, selon le bon vouloir des grandes puissances.

Dressant un portrait au vitriol des relations internationales, cette dernière production du théâtre régional de Skikda a offert au public

une œuvre singulière qui, à travers le prisme esthétique du surréalisme, fait cohabiter sur scène neuf personnages complexes et drôles, portés par des comédiens au talent reconnu à l'exemple de Bouha Seif Eddine, Boufenar Abderaouf, pour ne citer qu'eux.

Ainsi, les événements de la pièce qui se déroule sur plusieurs temporalités différentes s'enchevêtrent pour nous présenter la foile démarche d'une reine occidentale et d'un président d'une puissance étrangère pour sponsoriser des guerres, soutenir des dictatures qui leurs sont assujetties, le tout en faisant semblant de célébrer la paix.

N'hésitant pas à montrer la déchéance du

monde arabe du doigt, cette œuvre sublimée par la musique de Said Bouchelouche, la scénographie d'Abderrahaman Zaâboubi et la chorégraphie de Nouara Idami, a largement réussi son pari de faire rire les spectateurs malgré le propos sérieux, tant les dialogues sont vifs, drôles et percutants.

Pour de nombreux spectateurs présents au TRC, la pièce d'Ahmed El Agoun fera date dans l'histoire des productions du théâtre régional de Skikda, car en dépit de la gravité du thème abordé, elle a su rester drôle et pertinente sans jamais verser un discours de «victimisation» et évitant tout manichéisme.

L. B.

Avant-première du long métrage «Bekhita»

De jeunes comédiens prouvent leur talent

Le long métrage «Bekhita», réalisé par Abdelkader Dekkiche et produit par l'association «El Mechâal», a été projeté en avant-première samedi à la maison de la culture «Ali-Maachi» de Tiaret.

Ce long métrage, d'une heure et demie, a été co-réalisé par Azzeddine Djadour et son scénario écrit par Manal Boutamra et

Imadeddine Feghouli, tous deux membres de l'association culturelle «El Mechâal», spécialisée dans le 4^e art qui est à sa première expérience cinématographique du genre, a indiqué le réalisateur.

Ce film, où 17 comédiens amateurs démontrent leurs talents, allie comédie et tragédie pour traiter l'histoire d'une famille

pauvre qui décide de donner un de ses membres à une autre famille en contrepartie d'une somme d'argent.

Mais la réalité est autre. La famille Bekhita s'aperçoit qu'il s'agit d'une arnaque. La fillette a été livrée à une horde qui pratique toutes les formes de criminalité. Une fois adulte, Bekhita fut utilisée pour escroquer des

victimes, leur faisant croire qu'elle a des connaissances en sorcellerie et en voyance, avant de trouver une fin tragique.

Le public, qui a fort apprécié le film, trouve que les acteurs ont bien campé leurs rôles, véhiculant des messages sur des phénomènes et faits de société réels.

F. H.



Ligue 2 (17^e journée)

L'OM s'envole à nouveau

L'O MÉDÉA, vainqueur de l'USM Annaba (2-0), s'est emparé seul de la tête du classement de Ligue 2, profitant de la défaite du WA Tlemcen contre l'AS Khroub (2-0) pour prendre trois points d'avance sur son poursuivant, à l'issue de la 17^e journée disputée samedi et marquée en bas du classement par les difficultés persistantes de la lanterne rouge, l'USM El Harrach. Comme il fallait s'y attendre, l'OM n'a pas raté l'occasion de battre son hôte l'USM Annaba (2-0) grâce à Khalfallah (30') et Lakroum (45'+1), pour prendre trois précieux points d'avance sur son principal rival, le WA Tlemcen battu chez l'AS Khroubs (1-0) et qui appréhendait grandement ce voyage à l'Est. Les Khroubs qui ont signé leur victoire sur un penalty transformé par Atia (58') auraient pu doubler la mise, si Remache n'avait pas loupé le sien en 1^{er} mi-temps. Cette victoire fait du bien à l'ASK qui prend une bouffée d'oxygène en s'éloignant quelque peu de la zone de turbulence. Les deux 3^e, le RC Relizane et le RC Arba (28 pts), ont laissé passer une occasion inouïe de s'approcher davantage du WAT, se contentant d'un score vierge (0-0) à domicile, devant respectivement la JSM Skikda et l'USM Harrach. Si ce résultat satisfait visiblement les «V Noirs» qui restent dans le sillage des 3^e (27 pts), ce n'est pas le cas pour les Harrachis qui comptent désormais quatre points de retard sur les deux équipes de Béjaïa (JSMB et MOB). La JSMB a réalisé une

bonne opération en battant l'A. Boussaâda (2-1). Menés par un but de Drifel (24'), les Bougiotes n'ont pas tardé à niveler le score par Benmansour (26' s.p) avant que Zenasni (63') ne mette les siens à l'abri. Cette victoire leur permet de rejoindre leurs voisins, les Mobistes battus à Tadjanet (3-2). Cette rencontre fertile en buts allait se terminer sur un score de parité (2-2) avant que Chettab n'arrache la victoire pour le Difaa (90'+6) au grand dam des coéquipiers de Rabti, qui se retrouvent désormais dans une fâcheuse position. L'ASM Oran a été le grand bénéficiaire de la journée en remportant le derby d'Oran devant l'OM Arzew (3-1). Cette victoire acquise en déplacement permet aux Asémistes de croire en leurs chances d'accession en revenant à deux encablures seulement de la 4^e place qui donne droit à la montée parmi l'élite. En revanche, l'OMA (13-18 pts), n'est plus à l'abri d'une mauvaise surprise, d'autant plus que cette défaite a eu lieu à domicile. Le MC El-Eulma, vainqueur du MC Saïda (1-0), reste à l'affût en rejoignant l'USM Annaba à la 7^e place avec un total de 24 points, gardant toutes ses chances pour le sprint final, alors qu'il reste encore 13 journées à tirer.

	Pts	J
1). OM	35	17
2). WAT	32	17
3). RCR	28	17
-). RCA	28	17
5). JSMS	27	17
6). ASMO	26	17
7). USMA	24	17
-). MCEE	24	17
9). ASK	23	17
10). DRBT	21	17
11). MCS	20	17
-). AB	20	17
13). OMA	18	17
14). MOB	17	17
-). JSMB	17	17
16). USMEH	13	17

Résultats et classement :

OM- USMA	2-0
OMA- ASMO	1-3
MCEE- MCS	1-0
RCR- JSMS	0-0
RCA- USM H	0-0
DRBT- MOB	3-2
ASK- WAT	1-0
JSMB- ABS	2-1

Championnat national de judo (cadets)

Les judokas de la zone d'Alger haut la main

LES JUDOKAS représentant la zone d'Alger ont remporté huit des 17 médailles d'or mises en jeu au Championnat national de judo de la catégorie des cadets clôturé samedi à la salle omnisports Abdelaziz-Barchi de Sétif, au terme de trois jours de compétition. Le président de la Fédération algérienne de judo (FAJ), Rachid Laras, a relevé que les joutes ont révélé les capacités de nombre d'athlètes et les efforts consentis sur le terrain par les clubs. Saluant la qualité de l'organisation assurée par la Ligue de wilaya de la discipline et la Direction de la jeunesse et sports, le même responsable a indiqué que 875 judokas représentés les 10 zones qui regroupent les 48 wilayas du pays ont pris part à la compétition. L'entraîneur de la sélection nationale des cadets, Hocine Themar, a indiqué que le championnat a permis la découverte de talents chez les moins 50 kg et de confirmer la domination

des éléments de la sélection nationale des 60 kg et 73 kg.

Ligue des champions (dernière journée)

L'USMA et la JSK quittent la compétition

■ L'USM Alger et la JS Kabylie ont quitté la Ligue des champions d'Afrique, n'ayant pas réussi à accrocher l'une des deux places qualificatives aux quarts de finale.



Les Canaris sont sortis avec les honneurs

Par Mahfoud M.

T outefois, les deux formations ont connu des sorts différents lors de cette sixième et dernière journée de la compétition. Si la JSK est sortie avec les honneurs en remportant la victoire face à l'ES Tunis, dans un derby maghrébin très disputé, l'USMA, elle, s'est fait accrochée par la formation angolaise du Pédro Atlético sur le score de deux partout. La JS Kabylie a ainsi pris le meilleur sur les Sang et Or de l'EST dans ce match disputé au stade du 1^{er}-Novembre de Tizi Ouzou. L'unique but de la partie a été l'œuvre de Hamroun (56') pour la JSK. Cette victoire acquise devant le double tenant du titre, permet aux Canaris de prendre la 3^e place, derrière l'ES Tunis et le Raja Casablanca (11 pts) pour chaque équipe, alors que l'AS Vita (RD Congo) termine à la 4^e place avec 4 points.

L'autre match du groupe D a vu la victoire du Raja devant l'AS Vita-Club (1-0). «C'est une victoire méritée», a déclaré l'entraîneur par intérim, Jean Yves Chay, dont ce match était le dernier puisqu'il laissera la place au technicien tunisien Ezelfani, alors qu'il va reprendre son poste de conseiller du président, Chérif Mellal. S'exprimant à l'issue de la rencontre, M. Chay a tenu à féliciter l'entraîneur adjoint Mourad Karouf pour «ses choix» et «l'ensemble de l'effectif du club», qui a fait ce qu'il fallait et permis cette victoire méritée malgré l'élimination des Canaris qui quittent la compétition. Il a réitéré que l'objectif tracé par la direction du club dans cette compétition continentale a été atteint en se qualifiant à cette phase de poules, qui a permis aux jeunes joueurs de s'aguerrir et d'acquies une expérience qui leur servira dans l'avenir. De son côté, l'USMA n'a pu faire qu'un nul face

aux Angolais du Pédro (2/2) dans ce match joué au stade du 20-Août d'Alger, enfin autorisé à accueillir des matchs de Coupes d'Afrique. Les buts de la rencontre ont été inscrits par Aïmen Mahious (33') et Walid Ardji (70') pour l'USM Alger, ainsi que Picas (80') et Tony (81') pour Petro Atlético. Les Usmistes ratent ainsi l'opportunité de signer leur première victoire dans cette phase de poules. L'autre match du groupe C entre Mamelodi Sundowns (Afrique du Sud) et le WA Casablanca (Maroc), qui avaient assuré avant cette journée leur qualification pour les quarts de finale, s'est terminé en faveur des locaux (1-0). Après cette ultime journée, les «Rouge et Noir» terminent 4^e et derniers de la poule C avec un total de 3 points, derrière respectivement Mamelodi Sundowns (1^{er} - 14 pts), le WA Casablanca (2^e - 9 pts) et Petro Atlético. M. M.

Ligue 1 (16^e journée)

La bonne affaire du MCO, le MCA trébuche

L e MC Oran a damé le pion à l'USM Bel Abbès (1-2) dans le derby de l'Ouest comptant pour la première partie de la 16^e journée du championnat national de Ligue 1, jouée ce samedi. C'est parti pour la seconde phase de l'exercice 2019-2020. La trêve hivernale a pris fin cet après-midi avec le retour à la compétition pour huit des seize pensionnaires de la Ligue 1.

Pour le MC Alger, second au classement, cette deuxième manche débute de la même manière que la fin de la première. En effet, les Vert et Rouge ont été battus par l'AS Ain M'Ilila sur le plus petit des scores (1-0). Après avoir résisté durant toute la rencontre, la défense du Doyen a flanché dans les ultimes

secondes.

Éliminé en 16^e de finale de la Coupe d'Algérie, par le WO Boufarik, le MCA trébuche à nouveau en championnat après sa dernière défaite concédée à domicile face à l'ES Sétif. Pour sa part, l'ASAM réalise une bonne opération, malgré le huis clos, et remonte de la 10^e à la 7^e position (22 pts).

Le CSC revient de loin, la JSS rate le coche

Le derby de l'Ouest USM Bel Abbès - MC Oran est revenu aux Hamraoua (1-2). Profitant de la mauvaise passe que traverse son hôte, le MCO a réalisé une entame de match parfaite en

ouvrant la marque dès la 4^e minute sur un but contre son camp de Saad. Cueillis à froid, les Bélabessiens ont mis du temps pour recoller au score. En effet, il a fallu attendre la dernière minute de la première mi-temps pour assisté à l'égalisation des protégés de Yaïche signée Litt (45').

De retour des vestiaires, La Mekerra a présenté un meilleur visage, toutefois, la réussite a été du côté des Oranais. À la 63^e minute, Nadjji a profité de la maladresse d'un défenseur adverse pour lui chiper le ballon et aller inscrire le but de la victoire de son équipe.

À la faveur de ce succès, le MCO grimpe de la 8^e à la 5^e place (23 pts), alors que l'USMBA

recule de deux rangs (8^e - 22 pts).

À Constantine, le CSC est revenu de très loin face à la JS Saoura (2-2). Dans une partie, jouée également à huis clos, où chaque équipe a eu sa mi-temps, les Aiglons du Sud ont pris les devants en scorant à deux reprises par l'entremise de Yahia Cherif (10', 22').

En seconde période, les Sanafir sont revenus sur la pelouse du stade Hamlaoui avec plus de motivation et de détermination. Belkacemi (56', 78') a répondu à Yahia Cherif en signant un doublé également.

Pour ce qui est du match ASO Chief - NC Magra, il s'est soldé sur un score blanc (0-0).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tlemcen

Saisie de 117 kilogrammes de kif traité

UN TOTAL de 117 kilogrammes de kif traité a été saisi, samedi à Tlemcen, par des gardes-frontières, a indiqué dimanche un communiqué du ministère de la Défense nationale. Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des gardes-frontières «ont saisi, le 1^{er} février 2020 à Tlemcen/2eRM, 117 kilogrammes de kif traité, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont saisi 11,980 kilogrammes de la même substance à Tébessa/5eRM», a précisé la même source. D'autre part, des détachements de l'ANP ont arrêté, à In Guezzam et Bordj Badji Mokhtar, neuf individus et saisi une tonne de tabac, trois groupes électrogènes et trois moteurs piqueurs, alors que des éléments de la Gendarmerie nationale ont intercepté quatre individus et saisi cinq fusils de chasse à M'sila, Rélizane et El-Tarf, a ajouté la même source. K. L.

Protection civile

Rencontre régionale sur la gestion des plans de formation

UNE RENCONTRE régionale sur la gestion des plans de formation du corps de la Protection civile s'est ouverte, dimanche, à l'unité principale de la Protection civile de Médéa, en présence de représentants de treize structures de la Protection civile du centre du pays. Initiée dans le but d'élever le niveau opérationnel des unités d'intervention, les adapter aux nouvelles exigences en matière de gestion des crises majeures et l'optimisation des connaissances acquises au fil des années, cette rencontre, qui s'étalera jusqu'au 6 du mois courant, va «se focaliser sur l'actualisation des précédents plans de formation, la collecte de données et d'informations inhérentes à ce sujet», a indiqué le directeur local de la Protection civile, le colonel, Mohamed Chaahb El-Ain. Un travail qui va permettre, selon cet officier, d'élaborer un

plan d'entraînement et d'intervention «uniformisé et adapté aux différentes missions dévolues à ce corps», ajoutant que l'objectif principal est de «renforcer le niveau d'opérabilité» des effectifs rattachés à la Protection civile et «pouvoir gérer toutes les situations d'urgence quel que soit le degré de gravité, l'ampleur ou la complexité». Les recommandations et les propositions qui vont sanctionner les rencontres régionales, programmées par la direction générale de la Protection civile, serviront à mettre en place de nouveaux programmes de formation, tant à l'échelle nationale que locale, l'introduction de techniques et méthodes d'intervention modernes et adaptées aux exigences du terrain, de revoir aussi certaines méthodes dépassées, a-t-il conclu.

Halim N.

Accidents de la circulation

6 décès et 8 blessés en 24 heures

SIX personnes sont décédées et huit autres ont été blessées dans six accidents de la circulation survenus à travers le territoire national, durant les dernières 24 heures, indique dimanche, un bilan de la Protection civile.

«Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Sidi Bel-Abbès avec 02 personnes décédées et 03 autres blessées, suite à une collision entre un véhicule léger et un camion sur la RN 59, commune Sidi Khaled daïra Sidi Lahcen», précise la même source.

Par ailleurs, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 08 personnes incommodes par le monoxyde de carbone (Co) émanant des appareils de chauffage et chauffe-bains dans leurs domiciles au niveau des

wilayas de Naâma et de Relizane, est-il ajouté. En outre, d'autres interventions pour l'extinction de 06 incendies urbains, industriels et divers à Alger, Tamanrasset, Constantine, Tiaret et Khenchela ont été enregistrés. L'accident survenu à Tiaret a causé des brûlures à 06 personnes (1^{er} et 2^e degrés), suite à un incendie qui s'est déclaré dans une habitation au domaine El-Ghouti, commune de Tiaret.

Les victimes ont été traitées sur place puis transférées vers l'hôpital local.

A souligner enfin que 05 personnes ont été incommodes par la fumée au niveau de la wilaya de Constantine suite à un incendie qui s'est déclaré dans un appartement au lieu-dit Massinissa commune d'El-Khroub, conclut le communiqué.

L. O.

pouvoir d'achat: instauration des nouvelles taxes



Loumis

Djalou@hotmail.com

Saïda

Deux ans de prison contre un juge accusé dans une affaire de corruption

■ Le tribunal de Hassassna (Saïda) a prononcé dimanche une peine de deux ans de prison dont 12 mois avec sursis à l'encontre d'un juge et un autre accusé pour «corruption, escroquerie et participation à l'acceptation d'un avantage indu».

Par Slim O.

Les faits de l'affaire remontent au 28 septembre dernier à Saïda, lorsqu'une femme avait déposé une plainte auprès des services de la sûreté contre une personne qui l'avait appelée pour lui proposer son intervention en sa faveur dans une affaire de vols multiples ayant affecté sa maison (la victime), en échange de lui remettre un montant de 100 000 DA. La victime a exprimé avoir accepté

la proposition et a remis une partie du montant, où les deux parties ont convenu de le fournir à une tierce personne qui les attendait à bord d'un véhicule à Saïda. Les policiers ont arrêté ladite personne après que la victime était montée avec elle dans son véhicule, où il s'est avéré qu'il s'agit d'un juge exerçant au niveau du tribunal de Saïda. Une somme de 20 000 DA a été retrouvée à l'intérieur du véhicule, que la victime avait copiée et enregistré ses numéros de série

pour les transmettre aux agents enquêteurs. L'enquête a abouti à l'arrestation du deuxième suspect résidant dans la commune de Mamounya (Mascara), impliqué dans l'affaire, pour escroquerie et participation à l'acceptation d'un avantage indu. Le représentant du ministère public a requis une peine de sept ans de réclusion criminelle contre les deux prévenus.

S. O./APS

El-Oued

Neuf pays présents au festival international du monodrame féminin

Neuf pays prennent part à la première édition du festival international du monodrame féminin (El-Oued, 2-5 février), ouvert dimanche à la maison de la culture Mohamed Lamine-Lamoudi. Outre le pays hôte, sont représentés huit pays arabes et européens, à savoir, la Palestine, Egypte, Tunisie, Maroc, Libye, Syrie, Espagne et Irak, a indiqué le commissaire du festival, Nabil Messai Ahmed. La cérémonie d'ouverture du festival a été marquée par une représentation de 55 minutes intitulée «Dekkat», interprétée dans une langue mêlant l'arabe dialectal et classique et inspirée d'une reproduction théâtrale réalisée par Tounès Ait-Ali et d'une scénographie de Mourad Bouchehir. La pièce retrace l'histoire d'une quadragénaire souffrant de troubles psychologiques et qui, dans un monde changeant qui a perdu ses valeurs humaines, vit isolée et recluse dans un milieu social plein de haine, de rancœur et de vengeance, la poussant jusqu'à la toxicomanie. Lors du festival, l'Algérie prend part avec deux œuvres,

«Aoudjaa El-Semt» et «Ahat El-Djazair», deux représentations inspirées de la vie quotidienne. La Tunisie est présente avec deux œuvres également, «Radjelouna» et «Deta Youm», tandis que la Palestine, la Libye et la Syrie présentent respectivement «El-Medjenouna», «Hikaya Traboulsia» et «Nadima». Les œuvres «Anyab» (Irak), «Achikatou El-Mawt» (Maroc), «Ana Carmen» (Egypte) et «Kadiyet Foustane» (Espagne), figurent aussi au programme de ce festival dédié à la regrettée comédienne Sonia (décédée le 13 mai 2018). En marge du festival se tiennent trois ateliers de formation consacrés à la scénographie, l'interprétation et le script, en plus de la présentation de quatre communications académiques en rapport avec le monodrame et les expériences algérienne, tunisienne et libyenne dans le théâtre féminin. Cette première édition du festival international du monodrame féminin est organisé par l'association «Settar» de création théâtrale.

Racim C./APS